

Le président n'a pas vu venir sa fin !

Lundi 08 août, l'ancien président, Ould Taya, de sa résidence provisoire au Niger, a lancé un appel très énergique aux officiers, sous officiers et autres hommes de troupe, pour la reprise du pouvoir et " le rétablissement de l'ordre constitutionnel ". Pendant qu'on l'imaginait résigné à son sort et occupé désormais à choisir sa terre d'asile, ou alors acceptant le fait accompli et négociant son retour dans un pays qui entend visiblement se passer de lui mais dont lui a encore besoin, voilà que l'ancien Rais n'a pas encore dit son dernier mot. Prenant ce renversement de situation pour un mauvais coup à déjouer, " une trahison " envers le peuple et " son " président, bref, pour une insurrection à mater tout de suite et à jamais, Ould Taya tente de mobiliser l'opinion internationale pour un retour de force dans son pays. Mais en Mauritanie, au train où vont les choses, il est fort à craindre que cet appel du désormais ancien président ne soit tout bonnement que celui d'un homme qui n'a pas vu venir sa fin. Car, au vu de quelques indicateurs, la situation semble bien moins banale que celle d'un chef d'Etat en toute bonne posture politique, et qui serait, du coup, démis de son pouvoir par une bande de mauvais fauteurs contre sa volonté et celle de son peuple. En effet, la composition du CMJD (dont certaines figures

de proue sont connues populairement, au moins pour leur rectitude et leur intégrité morale), la propreté avec laquelle s'était déroulée cette révolution de palais (mainmise totale sur les appareils de l'Etat sans heurts ni fracas), la réaction positive de la rue de Nouakchott (acclamant largement les nouveaux venus à coup de défilés et de motions de tous genres), tous ces paramètres discréditant, à coup sûr, l'idée d'une restitution de pouvoir, ne laissent que peu de place aux espérances de l'ancien président. Reste peut être une carte à jouer en faveur du président Taya dans son projet de reconquête du palais: le recours à la Communauté internationale, aux garants de l'ordre et de la stabilité dans le monde, pour que la démocratie et la légalité constitutionnelle, dont ils sont les parrains, et qui sont supposées bafouées dans le pays, puissent enfin être rétablies. Mais cette carte, qui n'est, certes, pas des moindres, sera-t-elle vraiment jouée en faveur de Oud Taya ? On craint que non. Car, d'une part la démocratie et la légalité constitutionnelle ne s'assimilent nullement, dans un pays, à la personne physique d'un homme. Les missionnaires de l'Union africaine, les observateurs internationaux et les défenseurs de l'ordre mondial n'en sont sûrement pas dupes. Si une fois ce changement de régime traduit une volonté populaire, une

aspiration réelle des Mauritanien à changer de chefs, à changer de méthodes, et peut être à changer de vie, il faudra s'attendre à ce que la Communauté internationale cautionne l'événement et coopère avec les putschistes, qui ne seraient ainsi que " l'émanation du peuple ", ou encore " l'incarnation de la volonté générale ", selon le jargon classique des premiers férus de la " Démos Cratos ". D'ailleurs, prenant les devants et allant droit au but, les commanditaires du coup du 03 août disent bien n'être venus que pour ce but. N'affichant aucune ambition à s'éterniser aux commandes de l'Etat, ils préparent le climat favorable à la relève : ils ne révisent que très partiellement la constitution, libèrent des prisonniers d'opinion, promettent des élections libres. Et pour mieux convaincre, ils reconduisent un ex-premier ministre, extérieur au Comité et au passif irréprochable et s'attellent à la constitution d'un nouveau gouvernement. D'autre part - et c'est ce que l'ancien président ne semble pas soupçonner, il sera difficile d'établir que de son temps, son régime répondait vraiment aux aspirations de son peuple et incarnait, pour ainsi dire, les grands idéaux démocratiques. Ould Taya a pourtant été l'homme des grands projets de développement. Il a même, dit-on, bien commencé. Du début de son règne en 1984 et jusqu'aux

années 1995-96, tout se passait plutôt bien. Paraissant résolu à sortir le pays de son marasme et de lui faire amorcer un décollage économique, Ould Taya a initié de grands projets : désenclavement de plusieurs régions de l'intérieur et leur connection avec la capitale par un réseau routier interurbain, électrification des grandes villes du pays et leur approvisionnement en eau potable. Parallèlement à ces réalisations économiques, Ould Taya paraissait même appréhender l'origine sociale du mal mauritanien : il entreprit de grandes idées : alphabétisation, valorisation du savoir, promotion de la femme et lutte contre la pauvreté. Ould Taya est et restera incontestablement l'artisan de ces projets, ainsi que de ceux qui suivront plus tard : l'Aftout Essahli et le pétrole. Mais depuis environ une dizaine d'années, les choses ne tournaient vraiment plus rond. Ould Taya, dont l'éducation et le style de vie auraient pourtant bien pu l'en préserver, commençait à fonder les assises de son pouvoir sur un fond d'alliances mercantiles et d'allégeances tribales qui, il le sait bien, a de tout temps travesti le jeu politique dans son pays. Il se laissait peu à peu s'enliser dans un imbroglio tribalo-régional qui le confortait, certes, dans sa position de chef admiré et craint, mais qui l'éloignait petit à petit de son peuple et de ses problèmes

réels. Ould Taya se faisait entourer, sans le savoir, d'une cours d'opportunistes mystificateurs qui lui donnaient du pays une image tantôt trop belle, tantôt affreuse, selon qu'il se trouve en visite de reconnaissance dans une ville de l'intérieur, ou qu'il daigne évaluer le compte rendu d'un parti opposant sur la situation du pays. Dans tous les cas, une image déformée qui ne tenait jamais le chef au fait de la réalité qui l'entoure, le chef n'étant pas, par nature, de ceux qui ne peuvent jamais s'empêcher de sentir le roussi, au-delà du décor d'une réalité bien édulcorée. Autres zones d'ombre dans le passif politique de l'ancien président, le dossier humanitaire, qu'il aurait pu mieux gérer, et surtout la mauvaise protection de la chose publique contre des fonctionnaires laxistes et corrompus et des hommes d'affaires souvent maffieux et égoïstes. En outre, l'absence de contrôle sur un marché national soumis à une inflation permanente et laissé à la guise de quelques hommes d'affaires aux appétits débridés, accentue sûrement le malaise d'un Mauritanien moyen dont l'opinion compte aujourd'hui pour beaucoup dans la mise hors de jeu d'un président Ould Taya, certes, très admiré quelque part, mais qui n'a, visiblement, pas fini de se m'éprendre sur lui-même.